

internationaux. Mais, contrairement à ce qui s'est passé pour nombre de pays moins fortunés, nous n'avons pas, non plus, subi de recul sérieux.

D'une façon générale, le Canada est en faveur d'un commerce mondial du pétrole qui s'exercerait dans un cadre bien ordonné, ce cadre devant assurer des prix stables à un niveau raisonnable et devant tenir compte du coût de la mise en oeuvre des nouvelles sources d'énergie classiques et non classiques que nécessite l'accroissement de la demande. Les prix doivent assurer un bénéfice équitable au producteur, sans surcharger le consommateur.

La question de l'énergie va évidemment plus loin que celle du pétrole. Elle fait entrer en jeu d'autres sources d'énergie et les technologies dont on a besoin pour les exploiter.

Je n'ignore pas que la présente session n'a pas été convoquée essentiellement pour traiter des ressources énergétiques. Celles-ci, toutefois, sont d'une telle importance en regard des sujets inscrits à l'ordre du jour que je tiens à souligner le besoin d'un dialogue constructif qui serait engagé, en un lieu approprié, au sujet de l'énergie et des problèmes qui s'y rattachent. Ce dialogue est particulièrement nécessaire entre les principaux consommateurs et les principaux exportateurs, dont les décisions sont d'une portée cruciale pour l'ensemble du monde et particulièrement pour les pays en voie de développement pauvres en ressources énergétiques. Le Canada est disposé, pour sa part, à établir des mécanismes qui permettent la consultation entre importateurs et exportateurs d'uranium.

Inflation Si la situation énergétique n'a eu que peu d'effets directs sur sa balance des paiements, le Canada, comme d'autres pays, ne peut espérer échapper aux pressions inflationnistes créées par la hausse des prix à un moment où l'inflation constitue déjà un grave problème international. Les termes de l'échange, ces derniers mois, ont basculé en faveur des pays de production primaire, les prix des minéraux et des produits agricoles ayant monté pour atteindre des niveaux sans précédent. Mais nous sommes tous des consommateurs -- de matières premières et de produits manufacturés --, et c'est en tant que consommateurs que nous subissons l'impact de l'inflation mondiale dans toute sa force. Je ne vois aucune solution facile à ce problème.

Les Gouvernements peuvent contribuer à redresser la situation en poursuivant de justes politiques. Il est inévitable, toutefois que les prix actuels de l'énergie entraînent de toute nécessité une restructuration des marchés internationaux, qu'il faudra nécessaire-